



L'austérité nous sauvera-t-elle ?

Sans austérité, point de salut ! C'est le message que nous envoient les médias, la plupart des économistes et nos gouvernants qu'ils soient nationaux ou européens. D'autres économistes ne partagent pas cet avis. Mais les médias relaient peu leur propos.

La démocratie mise à mal par les traités européens...

Qu'à cela ne tienne, 100 personnes privées de parole l'ont prise dans le quotidien français Le Monde, en octobre dernier. Ils sont commissaires aux comptes, maîtres de conférences et professeurs dans différentes universités françaises, conseillers, experts économiques, économistes, directeurs de recherches, statisticiens... Ils dénoncent une politique économique européenne suicidaire et « une austérité à la fois injuste, inefficace et anti-démocratique. » (1) C'est la raison pour laquelle ils s'en prennent au Traité européen dit TSCG pour stabilité, coordination et gouvernance qui « grave dans le marbre des mesures d'austérité automatiques, imposées aux représentants des peuples, en contraignant leurs décisions budgétaires, dictées par une instance non élue. » Ce traité a été signé par 25 gouvernements de l'Union européenne et doit encore faire l'objet d'une ratification.

Lors des journées d'étude ACRF 2012 sur le thème de la démocratie, Pascal Delwit, politologue, explique que certains processus décisionnels européens sortent du cadre démocratique, c'est le cas du pacte budgétaire qui s'impose à nous. La démocratie implique le débat d'idées notamment en matière de budget, en l'absence d'un tel débat, peut-on encore parler de démocratie ? Et que reste-t-il comme marge de manœuvre pour le gouvernement, le Parlement, les citoyens ? C'est un des problèmes qui se posent aujourd'hui à nos Etats démocratiques.

Austérité imposée aux populations européennes, obligation faite aux Etats d'obéir à la « règle d'or » en matière budgétaire et, en cas de non respect, mesures correctrices automatiques c'est-à-dire non soumises au Parlement. Ce ne sont donc plus les élus mais le Conseil européen qui a le pouvoir de vérifier la conformité des budgets avec la nouvelle règle. Si un Etat sort du cadre fixé, il lui faudra prévoir des réformes structurelles contraignantes qu'il devra soumettre à la Commission et au Conseil.

La solution, l'austérité ?

On se souvient des recettes appliquées durant trois décennies aux pays en développement pour réduire la dette et relancer la croissance et le développement. Ces politiques néo-libérales se sont soldées par une plus grande pauvreté, une explosion des inégalités sociales et une destruction du tissu économique et social. Les effets sur la dette ont été pratiquement nuls puisque la dette publique de ces pays a quadruplé de 1980 à 2010.

Les remèdes sont identiques en Europe : réforme du marché du travail, remise en cause des pensions, réductions salariales, baisse des budgets sociaux, de santé et d'éducation, augmentation du chômage.... Les pays du Sud se trouvent en pleine tourmente. La Grèce en particulier est en proie à une récession jamais atteinte jusque là,

plongeant de larges couches de la population dans la misère alors que la dette ne cesse d'augmenter : elle a doublé en trois ans.

Marc Raoul Jennar, économiste, dénonce dans un article paru dans *Le Monde diplomatique*, un autre traité lié au premier : le Mécanisme européen de stabilité (MES) qui doit permettre dès 2013 de prendre des mesures pour faire face à la crise de la dette en Europe (2). Il s'agit, selon l'économiste, d'une sorte de Fonds monétaire international, une institution que les 100 jugent « anti-démocratique par excellence. »(1)

Les détracteurs des traités européens sont rejoints par des centaines d'autres économistes dans le monde dont les prix Nobel d'économie : Joseph Stiglitz et Paul Krugman qui clament haut et fort le non-sens économique de la politique européenne. Paul De Grauwe, économiste belge, ancien professeur à l'Université catholique de Leuven et actuellement professeur à la London School of Economics est de ceux-là. L'austérité est tout sauf la bonne solution dans la conjoncture économique actuelle, remarque-t-il. L'Etat en diminuant ses dépenses et en augmentant les impôts va entraîner une baisse de la demande des ménages en biens et services avec comme conséquences une réduction de l'activité économique et une augmentation du chômage. L'Etat devra dépenser plus pour soutenir celui-ci. Chaque pays de la zone euro poursuit le même but d'équilibre budgétaire sans se soucier des effets sur ses voisins... obligeant à intensifier l'austérité (3).

Les populations dans les rues...

De leur côté, les populations réagissent. Les manifestations se multiplient en Espagne, en Grèce, en Italie.... Les Grecs, particulièrement mis à l'épreuve, ne peuvent plus accepter un taux de chômage qui touche un jeune sur deux, des écoles qui n'ont plus les moyens de chauffer les classes, des hôpitaux qui voient leurs frais de fonctionnement réduits de moitié.... pendant que l'Europe injecte milliards après milliards et que la dette continue de grimper !

Les recettes préconisées par l'Europe ne fonctionnent pas ! Pas plus en Grèce qu'en Espagne, en Allemagne, en France, en Belgique et avant nous dans les pays du Tiers Monde.... La zone euro est entrée en récession....« Nous avons sous-estimé l'impact sur la croissance des mesures d'austérité. Il faut les adoucir... », se risque le Fonds monétaire international lui-même (4).

A l'appel de la Confédération européenne des Syndicats (CES), des actions ont été menées dans 23 pays dont la Belgique, le 14 novembre dernier. Protestation contre l'austérité et son cortège de méfaits : destruction des emplois, des droits sociaux, de l'économie et de la démocratie mais également rappel que des alternatives sont possibles. L'enjeu est de taille et légitime puisqu'il concerne la défense de nos emplois, nos pensions, nos acquis sociaux.... et plus largement celle de notre modèle social européen. Les dirigeants européens, explique la CSC, « voient l'opportunité historique de faire en quelques années ce qu'ils n'ont pu achever depuis 30 ans : la destruction du modèle social européen et son remplacement par un régime austéritaire. » (4)

Marc Raoul Jennar ne dit pas autre chose quand il écrit : « Ces deux textes (les traités européens évoqués plus haut) marquent une étape importante dans le démantèlement des institutions démocratiques et le détricotage des modèles sociaux européens. Après une phase de relative discrétion, cette évolution ne peut plus être ignorée. » (2)

Une autre politique est possible...

Pour sortir de la crise, il faut rappeler ce qui l'a provoquée. Et ce ne sont pas seulement les erreurs des gouvernements de certains pays mais bien les 30 ans de néo-libéralisme contre les salaires, la sécurité sociale, les services publics partout en Europe. Contrairement à ce qu'on entend habituellement, des pays comme l'Espagne et l'Irlande ont toujours respecté les critères de Maastricht et pourtant ils se voient attaqués par les marchés financiers. « La montée des déficits publics est une conséquence de la chute des recettes fiscales due en partie aux cadeaux fiscaux faits aux plus aisés, de l'aide publique apportée aux banques commerciales et du recours aux marchés financiers pour détenir cette dette à des taux d'intérêt élevés. » déclarent les 100 (1).

Il faut changer de cap et tourner le dos au néo-libéralisme si nous voulons relever les énormes défis sociaux et écologiques qui se posent aujourd'hui à nous. Il faut réformer et démocratiser les institutions européennes, contrôler la finance et investir dans la transition écologique.

Pour l'économiste, Jacques Généreux, n'importe quel pays peut « s'affranchir du carcan néo-libéral imposé par les traités européens (...) ». Quand un seul pays aura fait la démonstration que l'on peut changer radicalement de politique tout en restant dans l'Union, montré que l'on peut garder l'euro tout en brisant la spéculation au lieu de s'y soumettre, alors sera battue l'ultime illusion qui retient encore les peuples d'exiger que les gouvernements fassent ce qu'ils prétendent ne pas pouvoir faire. » (5)

Qui sera ce pays courageux ?

Anne Vanhese,
journaliste à l'ACRF-Plein Soleil

- (1) Le Monde, 2 octobre 2012.
- (2) Marc-Raoul Jennar, *Deux traités pour un coup d'Etat*, juin 2012, www.monde-diplomatique.fr
- (3) Le Soir 3 octobre 2012.
- (4) CNE, *Crise européenne, agissons*, novembre 2012.
- (5) Jacques Généreux, *Nous on peut !*, Seuil, 2011.

Cette analyse est disponible sur <http://www.acrf.be/publications/analyses/analyses.php>

*L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites.
Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !*

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES

ACRF – ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

www.acrf.be – contact@acrf.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Avec le soutien
de la Fédération Wallonie - Bruxelles